



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

aviation légère

Question écrite n° 69195

Texte de la question

M. Philippe Briand appelle l'attention de M. le ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer sur les conséquences pour l'aviation sportive et légère française, d'éventuelles taxations supplémentaires devant être mises en oeuvre par la direction générale de l'aviation civile. Il lui rappelle que déjà un nombre important de procédures administratives et de surtaxes - liées notamment au carburant - pénalisent lourdement cette activité et empêchent très concrètement le renouvellement des matériels. Il ajoute, en outre, que la direction générale de l'aviation civile souhaiterait prochainement facturer aux aéro-clubs un certain nombre de services tels que l'examen pour l'obtention du brevet de pilote ou d'instructeur, le renouvellement annuel des licences « pilote » et des licences « instructeur », ainsi que le transit dans les espaces aériens. Il souligne avec force que l'ensemble de ces coûts relève d'une taxation d'office puisqu'il n'existe aucun organisme concurrent à la direction générale de l'aviation civile qui reste donc, défait, un monopole pur et simple. Enfin, rappelant qu'il y a vingt-cinq ans la taxation de l'essence aviation avait eu pour conséquence la disparition d'une douzaine d'entreprises françaises de constructions aéronautiques légères, il souhaiterait que des causes structurellement analogues ne reproduisent pas les mêmes effets, et demande en conséquence ce que le Gouvernement compte faire pour lever au plus vite la très vive inquiétude des passionnés d'aviation légère dans notre pays.

Texte de la réponse

La mise en place de nouvelles redevances applicables aux usagers de l'aviation générale, et en particulier de l'aviation légère et sportive suscite de fortes inquiétudes au sein des fédérations d'adhérents, à une période où celles-ci subissent une érosion régulière de leurs effectifs et de leurs activités. Jusqu'à présent, l'encadrement et le contrôle technique des activités de ce secteur (délivrance des licences et des qualifications, délivrance de documents de navigabilité pour le matériel volant, organisation des examens...) sont financés sur le budget annexe de l'aviation civile, par la taxe générale de l'aviation civile payée par tout passager aérien au départ d'un aéroport français. En particulier, les fédérations d'aviation légère et sportive ne sont soumises à aucune redevance, ce qui constitue une situation unique en Europe. La loi organique relative aux lois de finances (LOLF) qui entre en vigueur dès le 1er janvier 2006, et notamment son article 18, prévoit que les activités de prestation de services du budget annexe de l'aviation civile doivent être financées par la perception de redevances auprès des utilisateurs. Ce mode de financement apparaît plus juste, puisqu'il inscrit le principe de paiement d'un service rendu par l'utilisateur concerné. Par conséquent, maintenir le système actuellement en vigueur, c'est-à-dire perpétuer la gratuité des services rendus, conduirait à exclure le financement de ces activités du budget annexe de l'aviation civile et à les reporter sur le budget général, ce qui aurait pour conséquence de voir les moyens qui y sont consacrés se réduire rapidement. Conscient de la richesse que constitue pour la France le tissu associatif de l'aviation légère et sportive, et dans le but de ne pas mettre en péril le développement de ce secteur, le Gouvernement a décidé de maintenir le financement de l'encadrement de l'aviation légère sur le budget annexe de l'aviation civile. Cette position demande d'accepter en contrepartie le principe du paiement de redevances. Pour autant, l'impact économique de cette réforme sur les acteurs concernés fait l'objet d'une étude très attentive, et il n'est pas question de voir les usagers financer la totalité des

coûts associés. Une concertation approfondie a ainsi été entamée entre l'administration et les fédérations afin de définir, d'une part, le périmètre des prestations qui doivent donner lieu au paiement de redevances et qui seront en tout état de cause en nombre limité et, d'autre part, le niveau de ces redevances. Afin que cette concertation se déroule dans un climat serein et aboutisse à des propositions, le Gouvernement a d'ores et déjà décidé de suspendre la perception de cette redevance pour l'année 2006. De plus, le projet de redevances sera mis en oeuvre sans mettre en danger la santé économique des entreprises. En effet, la situation des petites entreprises fait l'objet d'un examen attentif, et pour le cas particulier des organismes de formation aéronautique, des propositions de montants sensiblement inférieurs aux premiers chiffres évoqués leur ont déjà été faites. Les services de la direction générale de l'aviation civile poursuivent le dialogue afin de tenir compte au mieux des différentes situations particulières. Des discussions seront également conduites rapidement pour réfléchir aux meilleures méthodes de contrôle et de surveillance applicables aux différentes catégories d'entreprises.

Données clés

Auteur : [M. Philippe Briand](#)

Circonscription : Indre-et-Loire (5^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 69195

Rubrique : Sports

Ministère interrogé : transports, équipement, tourisme et mer

Ministère attributaire : transports, équipement, tourisme et mer

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 juillet 2005, page 6578

Réponse publiée le : 30 août 2005, page 8237